

L'économie de la Guyane en 2014 Des signes de fragilité

Amorcée à la fin de l'année 2013, la reprise économique ne s'est pas confirmée lors du premier trimestre 2014 et s'est tassée sur le reste de l'année. L'indicateur du climat des affaires s'est significativement détérioré tout au long de l'année en s'éloignant un peu plus de sa moyenne de longue période. Par ailleurs, les échanges commerciaux avec l'extérieur sont en nette réduction, une situation n'ayant pas été observée depuis trois ans.

Malgré une hausse modérée des prix, la consommation des ménages connaît un ralentissement par rapport à l'année précédente. En outre, le manque de confiance des entreprises pèse sur l'investissement qui se rapproche de son niveau historique le plus bas atteint en 2009. Même si la situation des jeunes semble connaître une légère amélioration, l'évolution du marché du travail reste préoccupante.

Une majorité des secteurs fait face à une conjoncture délicate et incertaine. Si les secteurs de la construction, du commerce, des services et du tourisme, voient leur volume d'affaires se dégrader, le bilan du secteur primaire et de l'industrie est en revanche plus favorable.

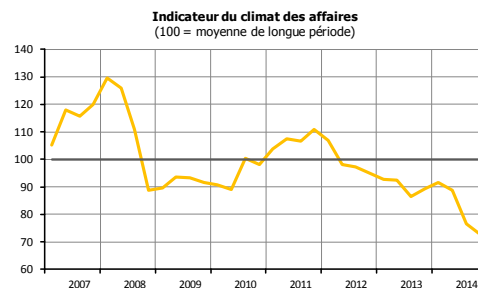
Le financement de l'économie est en croissance, porté principalement par les crédits à l'habitat tant sur le segment des entreprises que sur celui des particuliers. Toutefois, la collecte de l'épargne s'inscrit en baisse en raison du débouclage d'une opération exceptionnelle sur les placements en actions des entreprises, survenue au deuxième trimestre. Après neutralisation de cette opération, les actifs financiers de la place guyanaise affichent une progression significative.

P
O
R
T
R
A
I
T

UNE CONJONCTURE QUI SE DÉTÉRIORE

L'indicateur du climat des affaires en berne

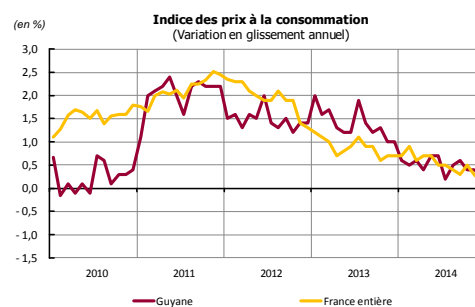
En 2014, l'indicateur du climat des affaires (ICA) continue de se dégrader. En retrait sur les quatre trimestres de l'année, avec une dégradation plus marquée au troisième trimestre (-12,3 points), il se situe en deçà de sa moyenne de longue période et à son niveau le plus bas depuis 2001. Les prévisions pessimistes sur l'évolution de l'activité en 2014 ont impacté négativement l'ICA. Les perspectives d'activité pour les premiers mois de 2015 ne sont guère plus favorables.



Source : Iedom, enquête de conjoncture

L'inflation progresse modérément

L'année 2014 est marquée par une baisse de l'inflation : l'indice des prix à la consommation (IPC) ne progresse que de 0,5 % en 2014 (soit le même niveau que la France entière) contre 1,4 % en 2013. Pour le seul quatrième trimestre 2014, l'indice croît de 0,3 % en glissement annuel, tiré principalement par les prix des produits manufacturés (+0,3 %) et des services (+0,6 %). L'inflation en fin d'année en Guyane est ainsi plus faible que les valeurs observées à la Guadeloupe (+0,6 %) et à la Martinique (+0,7 %).

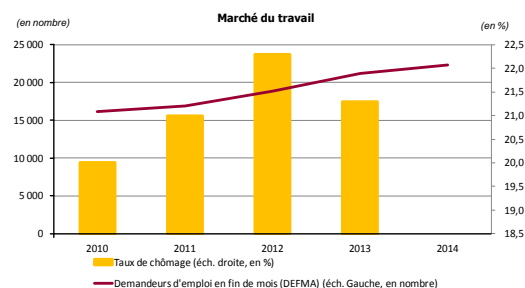


Source : Insee

Un marché du travail dégradé malgré un repli du chômage des jeunes

A fin décembre 2014, le marché de l'emploi reste dégradé. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 22 333, en hausse de 5,3 % par rapport à fin décembre 2013.

Le nombre d'offres d'emplois durables (six mois ou plus) recule de 40,5 % sur un an alors que celui des inscrits continue de croître. Les femmes souffrent le plus de cette situation (en CVS, 14 420 femmes demandeurs d'emploi contre 10 409 hommes).



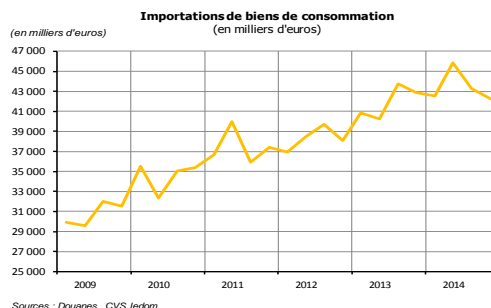
Source : Direccte, Insee

Néanmoins, la progression des jeunes hommes recensés à Pôle emploi est plus forte que celle des jeunes femmes (respectivement +1,6 % contre -5,0 %). Chez les 50 ans et plus (4 886 personnes) le nombre d'inscrits progresse de 15,5 % CVS tandis que pour les moins de 25 ans (3 882 personnes), il est observé un repli de 2,0 % CVS.

Le nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) croît de 1,4 %, avec 17 371 personnes recensées au 31 décembre 2014. Par ailleurs, le taux de chômage au sens du BIT était de 21,3 % en juin 2013 et celui des jeunes (de 15 à 24 ans) avait atteint 44,8 % contre 51,5 % en juin 2012.

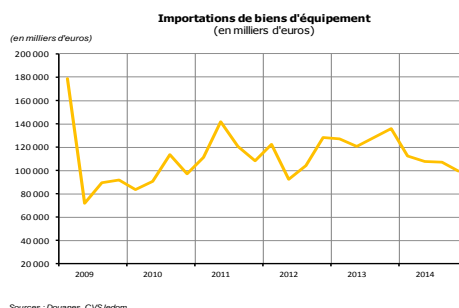
Ralentissement de la demande des ménages

La consommation des ménages continue la progression amorcée en 2013, toutefois dans une moindre proportion. Sur un an, les importations de biens de consommation et d'équipements électriques et ménagers augmentent respectivement de 3,4 % (CVS) et de 23,2 % (CVS). Les ventes de véhicules de tourisme neufs se maintiennent avec une hausse de 0,9 % (CVS). Dans le même temps, les crédits à la consommation progressent modérément (+0,6 %) pour s'établir à 171,8 M€ d'encours. Enfin, les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont contrastés : le nombre de retraits de cartes bancaires diminue de 45,2 % (soit 1 080 retraits en 2014, contre 2 200 en 2013), alors que le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire s'inscrit en hausse de 1,9 % en glissement annuel à fin décembre 2014.



L'investissement des entreprises se contracte

Pour l'année 2014, les importations de biens d'équipement accusent un recul significatif de 17,1 % en valeur sur un an, après une progression marquée et régulière en 2013. A l'inverse, les crédits d'investissement aux entreprises progressent de 9,0 % en 2014, principalement portés par l'augmentation des crédits à l'équipement (+10,9 %). L'enquête de conjoncture du quatrième trimestre 2014 de l'IEDOM fait néanmoins état de prévisions d'investissement défavorables et ce, depuis le troisième trimestre de l'année 2012, et pour l'ensemble des secteurs hormis la filière agroalimentaire.



Des exportations en recul

Les chiffres du commerce extérieur de décembre 2014 font ressortir une réduction des exportations en valeur (-39,8 % à 176,2 M€ en 2014 contre +31,0 % en 2013). Cette évolution est imputable à la réexportation ponctuelle de machines industrielles de sondage et de forage à destination de Trinidad-et-Tobago en 2013, qui ont provoqué un pic dans le commerce extérieur. Les importations se contractent quant à elles de 9,1 % en 2014, contre +7,0 % en 2013, pour atteindre 1 455,2 M€.

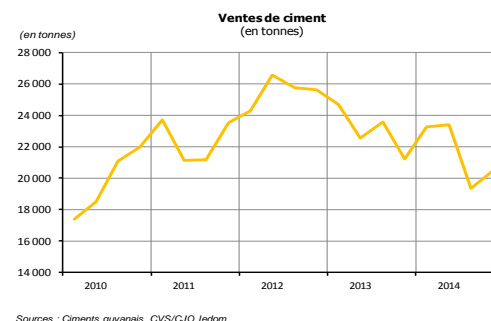
UNE MAJORITÉ DE SECTEURS ORIENTÉS DÉFAVORABLEMENT

Progression inégale au sein des secteurs primaire et agroalimentaire

L'activité du secteur primaire et des industries agroalimentaires reste plutôt favorablement orientée en 2014. Alors que les abattages et les importations de viandes porcines progressent sur l'année (respectivement +7,3 % et +8,5 %), la filière bovine connaît une évolution contrastée. En effet, pour cette filière, on note une augmentation de 8,2 % pour les abattages mais une diminution des importations de 4,5 %. Les exportations de produits agroalimentaires augmentent en valeur (+4,7 %) alors que les importations reprennent légèrement de +1,1 % après une quasi-stabilité en 2013 (-0,5 %). Après avoir connu une année 2013 constamment à la hausse, les quantités de poissons exportées diminuent notablement en 2014 (-17,3 % contre +2,2 % en 2013). Du fait d'un premier semestre mal orienté, une tendance baissière se ressent également au tonnage de crevettes à l'export (-2,6 %), s'éloignant ainsi de l'inflexion de l'année précédente. Le secteur reste toutefois en grande difficulté depuis 2010, année au cours de laquelle le tonnage exporté est passé en dessous du seuil du millier. La moyenne exportée, qui s'élevait à 1 500 tonnes entre 2004 et 2009, est passée à environ 560 tonnes depuis 2010. La fragilité des infrastructures et le manque d'attractivité de la filière sont autant de facteurs de frein à son développement.

Un secteur de la construction à la peine

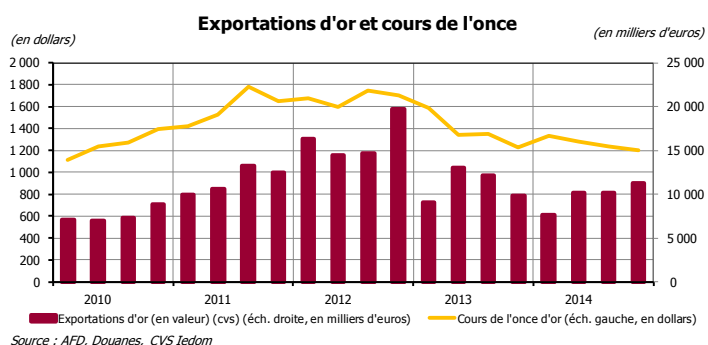
Dans le secteur de la construction, malgré la progression observée au cours des deux premiers trimestres et un léger regain en fin d'année, les ventes de ciment ont globalement reculé de 6,0 % sur l'année 2014. En parallèle, les acteurs du secteur n'ont perçu aucun signe de relance du marché pour la fin d'année. En outre, les professionnels ne prévoient pas de reprise pour le début de l'année 2015 malgré une importante demande.



Le secteur aurifère ne s'améliore pas tandis que la filière bois progresse

La quantité d'or exportée ne s'améliore pas en 2014, avec une réduction de 1,2 % sur un an pour atteindre 1,33 tonne. Conjuguée à la tendance baissière des cours, la valeur des exportations de la Guyane s'élevant à 39 M€ accuse une chute de 11,1 %.

La filière bois se relève de manière notable avec des exportations en valeur représentant 3,1 M€, soit une hausse de 42,6 % sur un an. Cette progression est supérieure à la dernière hausse enregistrée en 2012 (+21,7 %).



Une année record pour l'activité spatiale

Avec 11 lancements de fusées en 2014 (6 Ariane-5, 4 Soyouz et 1 Vega) contre 7 en 2013, l'activité du secteur spatial enregistre une année record. En effet, les tirs ont permis la mise en orbite de 23 satellites (dont le lancement d'un véhicule automatique de transfert (ATV) assurant le ravitaillement de la station spatiale internationale), contre 14 l'an passé, pour un chiffre d'affaires qui devrait dépasser 1,3 milliard d'euros. L'année 2014 a vu la signature de 14 contrats de lancement pour Arianespace lui permettant de disposer d'un carnet de commandes équivalent à trois années d'activité. Par ailleurs, le 2 décembre 2014, les États membres de l'Agence spatiale européenne ont approuvé le développement d'un lanceur Ariane 6 afin de faire face à la concurrence de la compagnie américaine Space X et de son lanceur Falcon 9, représentant un budget global d'environ 3,8 milliards d'euros avec un premier tir prévu en 2020. Dans le cadre de ce programme, il est prévu la construction d'un nouveau pas de tir au Centre spatial guyanais dont les travaux devraient débuter en 2015. Ce projet s'accompagnera d'une évolution du lanceur Vega et d'un transfert de responsabilité de développement à Airbus Defence & Space (DS), maître d'œuvre d'Ariane, et à son motoriste Safran.

Un secteur touristique sur une tendance défavorable

Le trafic à l'aéroport de Cayenne-Félix Eboué progresse légèrement, avec un total de 446 039 passagers enregistrés à fin décembre 2014 (soit +1,9 % sur un an, contre -2,0 % en 2013).

Le taux d'occupation des hôtels homologués s'élevait à 55 % en moyenne sur 2013 (60 % en 2012). Le nombre de nuitées fléchit de 3 % (322 000 nuitées en cumul annuel en décembre 2014 contre 332 000 en décembre 2013). Après avoir connu un premier trimestre en nette progression, les professionnels du secteur du tourisme ont observé une dégradation progressive de leur activité jusqu'à la fin 2014. Leurs intentions d'investir à l'horizon d'un an sont défavorables et s'éloignent de la moyenne de longue période.

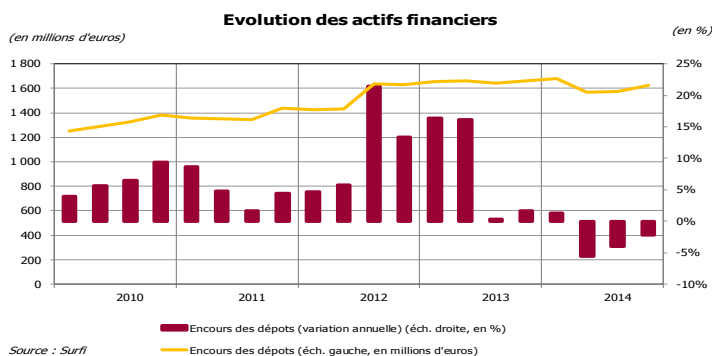
LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE CONTINUE SA CROISSANCE

Malgré un contexte économique qui s'essouffle en 2014 et une détérioration du climat des affaires, l'activité bancaire continue de croître. L'encours sain de crédits atteint 2 782,7 M€ à fin décembre, avec une hausse du financement de l'économie de 5,7 % (+150 M€) sur un an.

La collecte de l'épargne s'inscrit quant à elle en baisse (-2,2 %, soit -36,1 M€), les actifs financiers représentent désormais un encours de 1 622,6 M€. Cette décollecte s'explique notamment par une opération exceptionnelle sur les placements en action des entreprises survenue au cours du deuxième trimestre 2014. En neutralisant cette opération, l'épargne progresse de 5,6 % à fin 2014.

Hausse des actifs financiers des entreprises et de l'épargne des ménages

Globalement, les actifs financiers des entreprises guyanaises ont diminué en raison d'une opération exceptionnelle ayant provoqué une baisse des placements à long terme (-95,4 %, soit -121,8 M€), faisant passer l'encours de 469,9 M€ à fin 2013 à 426,6 M€ à fin 2014. Toutefois, hors cette opération atypique, les entreprises ont vu leurs actifs financiers augmenter de 22,9 %, soit +78,5 M€ tirés principalement par les dépôts à vue (+24,3 %, +68,2 M€). Cette progression significative des dépôts à vue suggère une amélioration de la trésorerie des entreprises.



L'épargne des particuliers présente une hausse modérée de 1,7 % sur un an, soit 17,6 M€ pour atteindre 1 755,1 M€ d'encours, contre +4,4 % en 2013. L'augmentation de l'encours des contrats d'assurance vie (+5,2 %, soit +11,3 M€), des plans épargne logement (7,7 %, soit +7,4 M€) ainsi que des comptes d'épargne à régime spécial (+2,5 %, soit +8,0 M€) sont les principaux contributeurs de cette hausse.

En revanche, les comptes à terme, les portefeuilles actions et les OPCVM monétaires affichent une baisse respectivement de 3,2 M€, 2,0 M€ et 1,7 M€ au cours de l'année 2014. Ce sont les décollectes sur ces produits qui limitent la progression de l'épargne des ménages en 2014.

Le financement de l'habitat reste le moteur de l'activité de crédit

Le financement des entreprises est en hausse en 2014 (+6,7 %, soit +90,0 M€) portant l'encours sain à 1 443,9 M€. L'encours des crédits à l'habitat affiche une progression de 8,4 % (soit +70,8 M€) pour atteindre 911,7 M€ (soit 63,1 % de l'encours sain de crédits). Ce sont ensuite les crédits d'investissement, composés à 78,2 % de crédits à l'équipement, qui contribuent à la hausse du financement des entreprises guyanaises avec une croissance de 9,0 % (soit 36,7 M€) pour atteindre 446,0 M€ d'encours au 31 décembre 2014.

Les crédits d'exploitation se sont contractés de 17,9 % au cours de l'année (-16,8 M€). Une baisse qui s'explique majoritairement par la diminution des comptes ordinaires débiteurs de 36,9 % (-15,5 M€). Cette évolution laisse à penser une amélioration de trésorerie des entreprises qui ont réduit l'utilisation de leurs facilités de découvert.

Les crédits octroyés aux particuliers ont augmenté de 2,8 % (+24,4 M€) pour atteindre un encours sain de 882,3 M€ au 31 décembre 2014. Cette croissance est imputable, comme pour les crédits aux entreprises, à la hausse des crédits à l'habitat (+3,3 %, soit +22,8 M€), qui représentent 80,4 % des encours sains de crédits aux particuliers atteignant 709,8 M€ à fin 2014. Quant aux crédits à la consommation, ceux-ci ont très légèrement progressé de 0,6 %, soit +1,1 M€, pour totaliser un encours de 171,8 M€ à fin décembre 2014.

L'encours sain de crédits aux collectivités locales s'est contracté de manière notable de 7,3 %, soit -28,2 M€, en raison de la diminution des crédits d'investissement de 8,4 %, soit -32,4 M€.

Le taux des créances douteuses totales brutes est en baisse de 0,47 point sur l'année 2014, passant de 3,86 % à 3,39 % à fin décembre. Concernant les établissements de crédit implantés localement (ECIL), le taux de créances douteuses perd 0,38 point pour s'établir à 3,62 %. Le montant global des provisions brutes des ECIL est en légère baisse (-7,0 %, soit -4,4 M€) et s'établit à 58,2 M€ au 31 décembre 2014. Le taux de provisionnement des ECIL atteint désormais 63,2 % contre 60,2 % pour l'ensemble des établissements de crédits du département.

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2015

Pour le début d'année 2015, les chefs d'entreprise prévoient une nouvelle détérioration de leur activité et, dans le même temps, n'envisagent pas d'investir à un an.

L'année écoulée a été particulièrement difficile pour le secteur de la construction et les anticipations des chefs d'entreprise ne laissent pas présager une meilleure orientation pour 2015. Malgré une prochaine augmentation de la ligne budgétaire unique à 36 millions d'euros de crédits de paiement, les acteurs du secteur du logement estiment que ce montant est encore insuffisant au regard des besoins en logements sociaux. Le nombre de logements sociaux mis en chantier devrait encore être inférieur à celui des années précédentes et pourrait potentiellement avoir un impact sur les réalisations de l'année 2015. Toutefois, plusieurs projets structurants devraient débuter en 2015 et seraient susceptibles d'apporter un nouveau souffle au secteur.

Avec un programme de lancement d'une ampleur similaire à celle de l'année 2014 (entre 11 et 12ancements prévus), le secteur du spatial devrait continuer à contribuer à la croissance de l'économie guyanaise. En effet, le chantier d'Ariane 6 pourrait générer entre 500 et 600 M€ d'investissements en Guyane dans les années à venir. L'enveloppe allouée à l'activité spatiale pour 2015 demeure stable et s'élèverait à 2,1 milliards d'euros, représentant un effort financier par habitant et par an de 30 € pour la France, contre 45 €/an/hab. pour les États-Unis.

Après avoir connu une baisse significative de leur volume d'affaires en 2014, les professionnels du secteur du tourisme restent inquiets quant à l'évolution de leur activité sur les premiers mois de l'année 2015.

